

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 59 (2001)
Heft: 1: Colloque "La fraude fiscale"
Nachruf: Hommage à Pierre Goetschin : l'héritage d'un visionnaire
Autor: Jenny, Alain

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Hommage à Pierre Goetschin

L'HÉRITAGE D'UN VISIONNAIRE

Alain JENNY

Ancien président de la SEES

Introduction

Depuis sa création en 1943, la Société d'études économiques et sociales (SEES) s'est efforcée d'apporter, par l'organisation de conférences et par la publication de la Revue économique et sociale, des réponses réfléchies aux défis posés à notre société, en maintenant un équilibre réaliste entre enjeux économiques et enjeux sociaux.

Le principal "moteur" de la Société d'études économiques et sociales vient hélas de nous quitter après 42 ans de dévouement à cette institution. D'abord secrétaire général¹, puis président², puis président d'honneur³ de la Société d'études économiques et sociales, l'infatigable professeur Pierre Goetschin, appuyé par les membres de la Rédaction et du Comité, a suscité, année après année, des réflexions en profondeur et proposé des réponses aux questions sociétales les plus brûlantes, en collaboration avec les mondes universitaire, économique et politique. Spécialiste de l'économie, il a su pourtant identifier avant les autres, dans le contexte des réflexions organisées par notre société, les défis sociaux qui allaient conditionner les évolutions.

En 1966, Pierre Goetschin lançait une réflexion prospective intitulée "Vaud 1986" dans laquelle il impliquait une cinquantaine de personnalités de tous horizons, du monde politique au monde de la culture, de l'économie et des syndicats, promouvant ainsi la SEES comme l'organe de réflexion synthétique par excellence. Il fut le premier, en mai 1968, dans le cadre d'une conférence

organisée par la SEES, à relever que mai 1968 marquerait un tournant important. Longtemps avant que le mot “éthique” soit même prononcé dans le contexte des entreprises multinationales, il anima un numéro de la Revue économique et sociale consacré aux “codes de bonne conduite des entreprises multinationales”. Son dévouement était sans limite. En 1981, la SEES faillit devoir quitter le bâtiment de Dorigny vu la pénurie de locaux dans le bâtiment des Facultés des sciences humaines. Le professeur Goetschin mit alors son propre bureau à disposition, le regroupant avec celui de la SEES. Ceci permit du reste de continuer à le mobiliser en permanence, malgré le fait qu’il ait théoriquement quitté la présidence active en 1979.

Sa mort coïncide avec une nouvelle remise en question de l’importance et du rôle de la SEES, qui intervient périodiquement depuis sa création, mais revêt une forme plus aiguë à l’aube du 3^{ème} millénaire.

Pierre Goetschin avait prévu cette situation, et y répondit par avance, comme à son habitude dans une prise de position parue en 1983⁴. Dans un article intitulé “Perspectives”, il écrit, se référant à l’augmentation énorme du nombre de revues scientifiques et des articles publiés “... *Il suffit d’interroger les banques de données bibliographiques pour se rendre compte de cette explosion inouïe de l’information. Comment déceler, dans cette abondance, ce qui est bon ou mauvais, original ou simplement emprunté ailleurs ? ... Contraints de choisir en fonction de leurs intérêts, de leur capacité d’absorption des faits et opinions et du coût de l’information, les lecteurs se font exigeants et critiques. Il n’en reste pas moins que beaucoup ressentent le besoin de ne pas se priver de réflexions plus générales sur des problèmes de société, dont l’appréhension est moins liée à l’utilité immédiate qu’à ce fond de culture qui est indispensable à toute personne chargée de responsabilités*”.

“L’ambition de la Revue économique et sociale a été, dès le départ, de contribuer à une meilleure compréhension des forces qui façonnent notre monde. Selon le langage militaire, elle s’est située à un niveau stratégique plutôt que tactique. Elle s’est adressée à ceux qui étaient soucieux de dépasser leur horizon personnel et de comprendre leur époque. A l’avenir, cet objectif devrait demeurer la préoccupation essentielle de la Revue, orientée moins sur l’épisode que sur ce qui fait l’histoire”.

Aujourd’hui, ces lignes s’avèrent prophétiques : le manager ou le dirigeant politique de notre époque croule sous l’excès d’informations qui sont mises à sa disposition par tous les médias traditionnels, auxquels s’ajoute le nouvel

outil hyperpuissant, le réseau Internet. La question n'est plus d'avoir accès à l'information, mais de la trier, de la digérer, d'en réaliser des synthèses, de façon à pouvoir l'utiliser, une fois soigneusement sélectionnée, comme outil d'aide à la décision.

Evolution des enjeux de société et nécessité de prendre du recul

En 1943, la Suisse faisait face à une tourmente mondiale qui nécessitait, des Autorités comme de chaque citoyen, un comportement réfléchi, tenant compte de tous les critères. C'est la synthèse des aspects politiques, sociaux et économiques qui devait conduire aux décisions. A côté d'autres démarches inspirées par le Gouvernement, la Société d'études économiques et sociales fut créée et reçut comme mission de contribuer aux réflexions, en fondant ses analyses sur des démarches scientifiques, grâce à l'étroite coopération nouée dès le début avec le monde universitaire à travers l'Ecole des HEC.

En 2001, la nature des défis a changé. Ils ne sont plus seulement militaires, comme en 1943, mais globaux. Plus que jamais, il importe de garder la tête froide, d'analyser les points de vue économiques et sociaux qui souvent s'affrontent plutôt que de s'équilibrer, et de parvenir à la vision synthétique correcte. Comme le relève le Professeur Peter Tschopp dans un numéro de la Revue économique et sociale⁵ consacré à la politique agricole de notre pays, la nature des alliances change et les camps évoluent rapidement. La Communauté européenne représentait un allié objectif pour la Suisse dans les négociations au sein du Gatt pour la plupart des sujets, mais un adversaire pour les questions de politique agricole.

Le modèle néo-libéral qui gouverne le Monde depuis la chute du Mur de Berlin doit conduire à la "mondialisation heureuse" selon la définition d'Alain Minc⁶. Année après année, les chantres de ce modèle se retrouvent à Davos et communient dans la nouvelle religion. Alors que l'adhésion à l'Union européenne et à l'Organisation des Nations Unies rencontre dans notre Pays de fortes oppositions, il ne se trouve presque personne pour dénoncer notre inféodation aux nouveaux veaux d'or et à la dictature de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'exception de petits groupes d'extrémistes que la violence même de leurs attaques décrédibilise. Et les discours des politiciens justifient leurs décisions, bonnes ou aberrantes, par le seul fait qu'elles sont "globales et mondialisatrices", comme l'artiste justifie son œuvre par le fait qu'elle est belle. Personne ne se pose la question de savoir si les conséquences de la globalisation

sur notre vie au quotidien sont positives ou non, de peur d'être accusé de ne pas savoir reconnaître le "beau".

Des pans entiers des modèles auxquels nous nous sommes référés - pour notre plus grand bien - pendant des décennies sont remis en cause, voire piétinés, par les dirigeants de la politique et de l'économie réunis, car ils sont en contradiction avec les dogmes de la globalisation et de la mondialisation.

Pourtant, à chaque crise que nous vivons, une partie importante de la population suisse s'insurge contre le nouvel état de fait, qu'il s'agisse de la crise des banques, du démantèlement de notre politique agricole ou du renoncement à la neutralité, à notre indépendance, à notre autosuffisance, et à certaines formes de fédéralisme et de démocratie directe. Sans nier les nombreux effets positifs d'une politique d'ouverture mondialisante, il est urgent d'analyser de manière scientifique et synthétique l'ensemble des effets concrets que cette politique aura sur le devenir de notre Pays au cours des vingt prochaines années. Toutes les tendances doivent concourir à la réflexion.

Pendant la guerre de 1939 à 1945, puis pendant la guerre froide, la Suisse fut neutre, mais elle sut aussi faire preuve de réalisme et faire levier sur des partenariats discrets avec les alliés pour compenser sa petite taille. Le même réalisme nous commande aujourd'hui l'intégration à certains réseaux et certaines alliances, tels que l'Union européenne ou l'Organisation des Nations Unies, pour créer un effet de levier par rapport à notre petite taille ; et nous retrouver à un niveau réaliste dans le contexte mondial.

Alors qu'en 1943, nous savions qu'il existait deux camps d'égale puissance, et que nous devions trouver notre voie par rapport à chacun d'entre eux, aujourd'hui, nous nous berçons de l'illusion qu'il n'existe plus qu'un camp, celui du nouveau pouvoir absolu du capitalisme et de la mondialisation. Le nouvel impérialisme reconnaît la puissance militaire et nucléaire d'une seule Nation ; l'hégémonie d'une monnaie unique à laquelle le monde diversifié de la finance est tout entier subordonné ; la suprématie d'un seul modèle culturel et bientôt d'une seule langue universelle. Il organise le pillage systématique des ressources énergétiques et environnementales que nous devrions léguer intactes aux générations futures, et provoque la paupérisation croissante des populations du Tiers-Monde, exploitées à la fois par leurs oligarchies nationales et par les entreprises mondialisées, qui n'ont plus vraiment d'inféodation territoriale - une seule Nation empêchant systématiquement les décisions internationales qui s'imposeraient.

Or le camp de l'anti-mondialisation se constitue peu à peu : au-delà des manifestations de rue de Seattle, Prague ou Nice, le premier Forum social mondial s'est tenu à Porto Alegre⁷, Brésil, du 25 au 30 janvier 2001, pour tenter de proposer un cadre théorique et pratique permettant d'envisager une mondialisation de type moins inhumaine et plus solidaire. Celle-ci prendrait en compte la protection de l'environnement à l'échelle de la planète - notamment la lutte effective contre l'effet de serre - et la lutte contre la pauvreté croissante du Tiers-Monde⁸. Selon Business Week⁹, il faut s'attendre à ce que "les manifestations de rue imposent aux multinationales de nouvelles règles de prise en charge des coûts sociaux qu'elles provoquent". Selon The Economist¹⁰, "la question morale, politique et économique la plus urgente de notre époque, la pauvreté du Tiers-Monde peut entraîner des prises de conscience telles qu'elles fassent reculer la globalisation".

Ces questions, et bien d'autres, nous entraînent dans des choix politiques et économiques, dont de nombreux aspects nous échappent, qu'il s'agisse des questions planétaires ou de la pertinence de maintenir en Suisse les acquis du modèle helvétique tels que la "Paix du travail" (thème central de la réflexion promue par les Rencontres suisses) ou la célèbre "formule magique" pour un Gouvernement par consensus entre les principales formations politiques plutôt que l'affrontement entre partis au pouvoir et opposition.

La Société d'études économiques et sociales, un forum permanent de réflexion dynamique face au risque d'une "pensée unique"

Sur la plupart des enjeux qui découlent de la mondialisation et vont conditionner notre vie au cours des prochaines décennies, l'individu ou l'entreprise isolée n'ont aucune prise. C'est bien évidemment à l'échelle collective que les tentatives de réponses ou de corrections de trajectoires doivent être apportées. Au Japon, par exemple, c'est le MITI qui organise la réflexion coordonnée entre les différentes forces gouvernementales, patronales et syndicales. En Suisse, ce sont notamment des organismes tels que les Rencontres suisses ou la Société d'études économiques et sociales qui peuvent jouer ce rôle, de façon beaucoup plus modeste, par des réflexions d'abord, par des suggestions ensuite, selon la méthode helvétique du consensus et du maintien de l'équilibre entre les principales composantes de la Société.

A l'heure où les défis deviennent plus brûlants et où les enjeux sont

planétaires, nous nous devons de continuer à animer, dans l'esprit du professeur Pierre Goetschin, une force de réflexion et de synthèse qui bénéficie du grand mérite d'être neutre et indépendante de tous pouvoirs et de tous lobbies, et qui accorde un poids égal aux enjeux économiques et aux enjeux sociaux.

Ces principes fondamentaux, qui caractérisent la SEES, restent valables. Il est évident cependant que l'accélération des changements de notre époque appelle un renouvellement des méthodes, des structures et des animateurs de cette institution. L'adhésion de nouvelles forces vives est donc indispensable pour poursuivre une créativité dynamique.

- 1 De 1958 à 1968
- 2 De 1969 à 1978
- 3 De 1979 à 2000
- 4 Voir N° 2/1983 de la Revue économique et sociale, mai 1983
- 5 Voir N° 4/1991 de la Revue économique et sociale, 1991
- 6 Voir son livre paru sous ce titre, éditions Plon, Paris, 1997
- 7 Voir article de Bernard Cassen dans le Monde diplomatique N° 562 de janvier 2001
- 8 Voir éditorial de Ignacio Ramonet dans le Monde diplomatique N° 562 de janvier 2001
- 9 Voir Business Week du 6 novembre 2000
- 10 Voir The Economist du 23 septembre 2000